

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**
(tome III : ETAM)

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX BARÈMES ANNUELS DE MINIMA
POUR L'ANNÉE 2007
(RHÔNE-ALPES)
NOR : ASET0750896M
IDCC : 403

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Rhône-Alpes ;

La fédération Rhône-Alpes SCOP-BTP,

D'une part, et

La section fédérale régionale du syndicat Rhône-Alpes BTP FO ;

Le syndicat Rhône-Alpes des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés du bâtiment et des travaux publics BTP CFE-CGC ;

L'union régionale Rhône-Alpes BATIMAT-TP CFTC,

L'union régionale construction et bois Rhône-Alpes CFDT,

D'autre part,

La commission paritaire régionale s'est réunie les 21 novembre, 4 et 19 décembre 2006 pour négocier les barèmes annuels de salaires minimaux des ETAM et des ouvriers des entreprises de travaux publics de la région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ETAM, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème annuel des salaires minimaux des ETAM

La rémunération annuelle minimale des employés, techniciens et agents de maîtrise des entreprises de travaux publics des 8 départements de la région

Rhône-Alpes est fixée, pour l'année 2007, aux montants ci-après pour un horaire de travail égal à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année conformément au texte de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM du 21 juillet 1965 (1).

ETAM travaux publics en Rhône-Alpes

(En euros.)

NIVEAU	BARÈME MINIMUM ANNUEL année 2007 (base 35 heures)
A	16 425
B	17 820
C	19 380
D	21 130
E	23 900
F	26 300
G	28 865
H	29 830

Article 2

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 3

Le présent accord sera déposé, en 2 exemplaires, auprès de la direction des relations du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, des directions départementales du travail et de l'emploi des départements de la région Rhône-Alpes ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Fait à Villeurbanne, le 19 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)

(1) Aucune rémunération réelle mensuelle ne peut être inférieure au SMIC déterminé conformément aux dispositions du code du travail.